



La FSU revendique une vraie revalorisation et un plan de rattrapage des salaires dans la fonction publique.

Pourquoi augmenter les salaires des fonctionnaires ?

➤ Les salaires des fonctionnaires sont calculés à partir d'un point d'indice.

Le point d'indice est gelé depuis 2010. Les agents de la Fonction publique ont perdu 7 à 8 % de leur pouvoir d'achat depuis 2010.

➤ La valeur du point d'indice a décroché depuis plus longtemps encore, par rapport au coût de la vie : **la perte de pouvoir d'achat depuis 2000 équivaut à près de 2 mois de salaires en moins, par an.**

➤ La très grande majorité des fonctionnaires ont des salaires moyen ou bas (1 agent sur 5 est au SMIC). Augmenter leur pouvoir d'achat favoriserait une relance de la demande, bénéfique pour l'ensemble de l'économie.

→ **Ce que propose le gouvernement n'est pas à la hauteur** (+1,2 % en 2 fois : 0,6 % en juillet 2016, 0,6 % en février 2017). L'enjeu, c'est la **reconnaissance du travail des fonctionnaires et du service public**. La FSU 68 revendique donc une vraie revalorisation du point d'indice des fonctionnaires, avec **des mesures immédiates fortes et un plan de rattrapage** pour les années à venir.

Augmenter les salaires des fonctionnaires, c'est possible.

➤ Une augmentation de 1 % du point d'indice, pour les 3 fonctions publiques (d'Etat, territoriale et hospitalière) représente moins de 2 milliards d'euros (source : cour des comptes).

➤ **Il faut comparer ce chiffre avec d'autres coûts :**

- 50 milliards d'euros pour les derniers dispositifs gouvernementaux de baisses de cotisations pour les entreprises (CICE et « pacte de responsabilité »)... qui ne font pas baisser le chômage.

- Les « niches » fiscale constituent un manque considérable pour le budget de l'Etat : plus de 80 milliards d'euros en 2015 par exemple (sources officielles).

- l'évasion fiscale représenterait, chaque année, au moins 30 à 50 milliards d'euros (rapport du Sénat de 2012), voire même 60 à 80 milliards (selon le syndicat Solidaires-Finances publiques).

→ **Un rattrapage des salaires dans l'ensemble de la fonction publique serait donc un investissement tout à fait maîtrisable**, et pourrait être lié à une vraie réforme fiscale, plus juste.

Les intérêts des salariés du public et du privé ne sont pas opposés

➤ Les fonctionnaires subissent une **politique d'austérité**, socialement injuste, économiquement inefficace. Tous les salariés, les retraités, les chômeurs sont aussi victimes de cette politique.

➤ **L'ensemble du salariat souffre d'un manque de reconnaissance et de revalorisation du Travail.** Défendre les salaires, dans le public comme dans le privé, c'est le même combat.

➤ Les mesures prises contre l'un des secteurs préparent souvent des reculs dans l'autre.

→ C'est pourquoi la FSU68 appelle aussi les agents de la Fonction publique à rejoindre la mobilisation du 31 mars 2016, pour le **retrait du projet de « réforme » du Code du Travail**, qui vise à diminuer les droits des salariés.